

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an .... 20 fr.	Un an .... 30 fr.
Six mois... 11 "	Six mois... 15 "
Trois mois... 5 50	Trois mois... 7 50
Cotisation postale : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## Un beau meeting contre la guerre

Il y a plusieurs années que nous n'assistions à un pareil meeting. Dès huit heures et demie la salle était archicomble et plusieurs centaines de camarades durent s'en retourner, faute de place.

On sentait que le sujet intéressait passionnément tous les compagnons — qui, ainsi, approuvaient la campagne menée dans ce journal contre l'intervention des anarchistes dans un conflit franco-italien. Les applaudissements que recueillirent nos orateurs prouvèrent amplement que nous avions touché juste.

L'appel, plusieurs fois réitéré, à la contradiction ; l'invitation formelle aux signataires du manifeste des Seize et aux partisans d'un document identique en cas de conflit — tout cela resta sans réponse.

Aussi nous félicitons-nous du succès de cette réunion. C'est un heureux présage et un précieux encouragement pour les futures campagnes que l'U. A. C. R. s'approprie à mener.

Nous veillons au grain. La guerre, si elle se déclençait, ne nous trouverait pas dans l'état de désarroi où furent plongés les militants en 1914. L'hypocrisie des motifs, la criminalité des manœuvres diplomatiques, l'unité des arguments que les gens de gauche voudraient trouver en faveur d'une lutte (contre le fascisme, pour la libération du peuple italien), en cas d'un conflit franco-italien, tout cela apparaît nettement aux compagnons anarchistes.

Et ce nous est une fierté à nous militants de l'Union Anarchiste, d'avoir été les auteurs de la campagne active contre la guerre.

★

C'est devant un auditoire attentif que notre camarade Lecoq, qui préside, donne la parole à notre ami Sébastien Faure.

Avec sa maîtrise habituelle, l'orateur entre de suite dans le vif du débat : Si la guerre éclate que ferons-nous ?

D'aucuns disent qu'il ne faut pas prendre au tragique les discours de Milan et de Florence — eh bien ! Faure pense qu'il serait imprudent de ne pas porter tout le sérieux voulu aux rodomontades de Mussolini. Ainsi il félicite l'Union Anarchiste d'avoir organisé cette réunion.

— Je ne conçois pas un anarchiste hésitant devant la question de savoir ce que nous ferions en cas de guerre. Ce ne peut être, pour nous, qu'une attitude d'opposition formelle à la tuerie. Il paraît cependant que certains compagnons ne pensent pas ainsi.

« Des camarades se sont dit et nous disent : En principe, nous sommes contre la guerre, c'est la doctrine ; mais il y a guerre et guerre. Allons-nous être prisonniers de la doctrine ? Il ne faut pas nous livrer à des anticipations qui nous lieraient pour l'avenir. Nous devons être libres, à tout instant, d'adapter nos méthodes tactiques aux nécessités. »

« A ces camarades je réponds : On a toujours le droit d'abandonner une conception, d'incliner une doctrine devant les nécessités de l'heure, mais il y faut des raisons sérieuses. Or en ce qui concerne la guerre, il ne peut y avoir une seule raison de modifier nos conceptions. »

« Les bases fondamentales de notre doctrine n'ont pas été, ce me semble, modifiées par les circonstances. Le gouvernement s'appuie toujours sur l'armée ; le patriotisme n'est qu'une fiction, une religion nouvelle. Ce sont les Etats qui disposent de la Paix et de la Guerre, donc nous devons rester en révolte permanente contre les Etats. Les travailleurs n'ont rien à défendre ni rien à venger dans une guerre, dont la cause d'un conflit armé ne peut être en aucune façon la leur. Rappelons-nous les manœuvres d'avant-guerre pour créer un état d'esprit favorable à la boucherie : Nous avons été quelques-uns qui ne nous y sommes pas laissés prendre. Nous n'avons qu'à nous en féliciter. »

Sébastien Faure passe ensuite en revue les origines actuelles de la guerre, la rivalité des impérialismes. Il démontre l'impossibilité de discerner si une guerre est offensive ou défensive. — Mais, revenons à nos moutons. On nous reproche de fermer les yeux, de ne pas être à la page. En quoi ?

« Le fascisme, nous dit-on, est envahissant ; c'est un foyer d'infection. Il a son berceau et son siège à Rome. Al-

lons donc au plus pressé, écartons l'obstacle, brisons le fascisme. »

« Nous avons déjà entendu cela il y a seize ans. Il fallait briser le militarisme allemand. Qu'en est-il advenu ? Il n'est pas sûr que le militarisme allemand ait été abattu. Jamais, dans le monde, on n'assistait comme aujourd'hui à de si formidables préparatifs de guerre ; jamais le nationalisme ne fut exécuté comme maintenant. Voudrait-on nous engager dans une nouvelle aventure ?

« Et puis, y a-t-il une grande différence entre le fascisme italien et le gouvernement français ? En France comme en Italie le Parlement est domestiqué, la presse muselée, le mercantilisme triomphant. A Paris comme à Rome c'est la dictature du Capital. »

« Le rôle et la mission des anarchistes demeurent les mêmes. Il faut mener contre la guerre une campagne incessante, une lutte ardente contre l'Armée, le Patriotisme, etc. Quand la guerre menace il faut redoubler d'activité, tout faire, tout oser pour empêcher les hostilités. »

« La guerre, s'écrie notre camarade, quelle épouvante ! Semons dans les cœurs la haine et le dégoût de la guerre, plus que jamais songeons aux horreurs de la prochaine. Elle n'épargnera personne, ni rien. Ce sera une guerre scientifique d'extermination totale. Et c'est de cette guerre que nous serions complices ?

« Non, compagnons, ne commettons pas la faute de 1914 ! »

Des applaudissements nourris acclament cette péroraison.

Janier vient en quelques mots nous expliquer pourquoi il est, lui aussi, contre la guerre.

Lashortes dénonce l'hypocrisie des discours pacifistes. Il expose comment les gouvernements qui se prétendent les plus chauds partisans de la paix consacrent une lourde part de leur budget pour l'armée.

Il faut au pacifisme bourgeois opposer un pacifisme prolétarien.

Les instituteurs pourraient jouer un rôle immense dans cette action. Au lieu de cela on leur fait préparer la guerre future dans les esprits d'enfants.

Le pacifisme anarchiste doit être un pacifisme de classe.

Lemeillour, plus en verve que jamais, stigmatise ceux qui, en 1914, profitèrent de ce qu'ils étaient à l'abri à l'étranger pour inciter les compagnons à aller se casser la figure.

— Tardieu, dit-il, passe pour être un homme à poigne et courageux. C'est faux. Il n'a cette attitude que parce qu'il a ses flics et ses soudards qui lui servent de rempart. Il a le courage collectif.

« Quant à son courage individuel je l'ai expérimenté avant-guerre en lui appliquant une main sur la figure au cours d'une réunion d'où il s'échappa piteusement. »

« On irait en Italie pour renverser le fascisme ? Et puis qu'advient-il ? On mettra à la place un gouvernement républicain ? Nous savons ce qu'en vaut l'aune d'après le régime que nous subissons. »

« En 1914, on disait que les Allemands étaient des barbares qui coupaient les mains d'enfants, on reproche à Mussolini d'assassiner ses ennemis. Eh bien ! les Français ne coupaient-ils pas la tête aux Indochinois ? »

Et notre camarade termine en exhortant les anarchistes à se refuser à toute guerre.

Avant de donner la parole au dernier orateur, Lecoq demande s'il n'y a pas de contradictoire, déclarant que la plus grande liberté de parole lui est assurée.

Personne ne demande la parole, mais un camarade pose cette question :

— Si Mussolini et ses chemises noires entraînent à Paris, que feriez-vous ?

Lecoq. — En 1914, on nous posait une question identique : Que feriez-vous si le Kaiser entra à Paris avec ses Hussards de la Mort ? Nous répondons aujourd'hui comme en 1914 : Si Mussolini entre à Paris, eh bien ! nous ne bougerons pas. Car une patrie ne vaut pas qu'on fasse couler une seule goutte de sang pour la défendre.

Loreal regrette que les signataires du manifeste des Seize n'aient pas eu le courage de venir prendre ici leurs responsabilités. Ils ont, ainsi, fait preuve de lâcheté.

Puis il expose pourquoi l'U. A. a or-

## PROPOS D'UN PARIA

Le théâtre Sarah-Bernhardt joue actuellement une pièce intitulée « Mon curé chez les pauvres », tirée d'un roman de M. Clément Vautel. Je n'ai pas vu jouer cette adaptation, mais j'ai sous les yeux un compte rendu qui suffit pour me faire une religion.

Je me demande ce qui a pu pousser les auteurs à mettre en cause Le Libéraire et les anarchistes. Ni l'un ni les autres ne s'en porteront ni plus mal ni mieux, évidemment, mais ça fait tout de même quelque chose de constater que tous les pisseurs d'actes qui ont mis en scène des anarchistes ont toujours dépassé les bornes de la fantaisie pour tomber dans le ridicule. J'ai assisté, il y a quelques années à l'Ambigu, à la représentation d'une pièce dans laquelle les anarchistes possédaient à Genève, un comité central nanti d'une caisse riche à millions, laquelle permettait à travers le monde de multiples combinaisons de propagande. C'était stupide à souhait.

Aujourd'hui, il s'agit de la fille adoptive de l'abbé Pellegrin, employée à l'imprimerie du Libéraire, gagnée à la cause et prête à donner sa vie pour elle, grâce aux beaux yeux d'un certain Pierre Rouge, « apôtre » de l'anarchie qui n'est en réalité qu'un mouchard et qui ne devra qu'à cette circonstance de voir bénir son union par le brave homme d'abbé.

Car notre argotique ratiocin qui avait eu des démêlés avec la justice (oh ! pas pour ce que vous pensez !) avait trouvé, lui aussi, un emploi ! au Libéraire et s'était tout d'abord insurgé contre les velléités amoureuses de Pierre Rouge à l'égard de sa « fille » Hélène. Quand il sut que l'« apôtre » ne fréquentait les anarchistes que pour le bon motif qui était d'espionner les communistes il fut tout à fait rassuré.

MM. André de Lorde et Pierre Chainé ont commis le délit caractérisé d'apologie de l'agent provocateur. C'est bien digne d'une mentalité de bourgeois et démontre copieusement que ces messieurs spécialisés dans les idioties grandguignolesques ignorent le premier mot des théories anarchistes et ne se font des milieux libertaires qu'une idée foncièrement inexacte.

Nous tenons à la disposition des auteurs de « Mon curé chez les anar... », pardon, chez les pauvres, tous les documents utiles à leur faire connaître l'anarchie et les anarchistes, mais nous ne conseillerons pas aux crétiens mousards qui auraient su jouer leur pièce, de venir chez nous chercher « un emploi ».

Car n'est-ce pas, il y en a qui prétendent que le théâtre est l'image de la vie. Il est vrai que ce n'est pas de ce théâtre-là qu'il s'agit... — Pierre Mualdès.

## AVIS IMPORTANT

Par suite du changement d'imprimerie, à partir de cette semaine notre journal est tiré un jour plus tôt.

En conséquence, nous avisons nos collaborateurs que la copie doit nous parvenir au plus tard le mardi matin, 72, rue des Prairies.

ganisé ce meeting. C'est surtout pour le cas où la guerre éclaterait entre la France et l'Italie. Tous les journaux de gauche marchaient déjà dans la guerre au lendemain du discours de Florence. Une campagne insidieuse est menée dans les milieux ouvriers pour enrôler les prolétaires dans une guerre contre le fascisme. Et le plus terrible, c'est que quelques anarchistes s'y laissent prendre.

Or, le fascisme n'est pas Mussolini. Ce dernier n'est pas le maître de l'Italie. Il n'est que le domestique des capitalistes de qui il exécute les ordres. Détruire le fascisme et laisser subsister le capitalisme ne servirait de rien.

Il faut bien se pénétrer que la guerre, quel qu'en soit le prétexte, est machinée par les intérêts rivaux des magnats de l'industrie et de la phynance.

Les anarchistes doivent être contre la guerre, contre n'importe quelle guerre. Il faut défendre à tout prix la vie humaine, car l'existence d'un seul individu vaut mieux que celle de toutes les patries.

En cas de guerre il faudra non seulement se refuser, mais s'opposer par tous les moyens à la boucherie. Il faudra, par les moyens adéquats, empêcher l'œuvre de mort de semer la ruine et les cadavres.

Toutes nos énergies, toutes nos ressources contre la guerre. Même si nous devons risquer notre vie, nous devons préférer nous sacrifier pour la défense de la vie humaine que pour soutenir des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

## Robes courtes ou robes longues

... Robe longue ou robe courte ? La nouvelle mode qui ressuscite les attiflements de l'avant-guerre aura-t-elle raison de l'ancienne nouvelle mode qui, à l'usage, a perdu beaucoup de son piquant ?

Question pour journaux de modes, question « frivole », estimeriez-vous... Si vous voulez.

Mais il vaut tout de même la peine de noter que c'est une de ces questions auxquelles des centaines de millions d'êtres humains apportent une attention qu'ils refusent dédaigneusement à d'autres problèmes plus importants et plus angoissants. Et dans la « solution » desquelles ils apportent une adhésion d'un unanimité assez remarquable.

S'il est décidé que la robe longue doit l'emporter, l'on ne manquera pas de trouver toutes sortes de considérations esthétiques, morales et sociales pour démontrer qu'elle s'imposait. Précédemment l'on prouva que toutes les exigences artistiques, sportives et affairistes de la « vie moderne » postulaient la robe courte. Dès que quelque chose est arrivé il ne manque jamais de théoriciens pour démontrer que les choses ne pouvaient pas se passer autrement. Parfois ils basent leurs irréfutables démonstrations sur des motifs les plus contradictoires.

Quelques-uns ont donné du changement qui se ferait actuellement une raison qui n'est pas plus invraisemblable qu'une autre : De grands fabricants de tissus, embarrassés de leurs stocks, auraient « provoqué » les nouvelles formes, afin de développer la consommation de leurs produits.

Cette hypothèse pourrait mener à diverses considérations sur l'usage fait du travail humain dans nos intelligents sociétés. Tel produit demeurerait inutilisé, et l'ouvrier sera réduit à toutes les misères du chômage, si l'on n'imagine pas un « truc » pour en faciliter le placement. Selon les « caprices » de la mode telle ou telle catégorie de travailleurs aurait de l'emploi ou serait jetés sur le pavé, acculés à la nécessité de recourir, s'ils le peuvent, à un nouveau métier. Cependant que les industries et les commerçants avisés qui auront su lancer les nouveautés à succès feront fortune. Et tant de vrais besoins restent insatisfaits.

Robe courte... Robe longue... Quand on y réfléchit, bien des questions se posent et qui ne sont pas toutes folâtres.

EPSILON.

## EN ESPAGNE

## Syndicalisme et Démocratie

Dans notre dernier article nous avons expliqué comme en Espagne il n'y a pas de véritables républicains avec lesquels, à la rigueur, aurait pu s'entendre la Confédération Nationale du Travail. C'est pourquoi, à notre avis, elle ne doit pas prendre position dans le combat que soutiennent, à coups d'épingles, les intellectuels contre le Bourbon.

Les militants de la Confédération connaissent suffisamment leur chemin sans qu'il soit nécessaire de s'atteler à la remorque de la bourgeoisie pseudo-démocratique. Ils n'ont nullement à suivre la tactique conseillée par Tomskey aux communistes espagnols de « mener une lutte résolue, audacieuse et énergique pour les mots d'ordre de la démocratie ».

Cela supposerait qu'en Espagne, il existe une démocratie révolutionnaire capable de lancer des mots d'ordre et de jouer un certain rôle dirigeant dans les combats contre la réaction.

Or, nous pouvons aisément constater :

1° Que ces prétendus démocrates sont aussi réactionnaires que les monarchistes et que parmi ces derniers il se trouve des hommes comme Alfa, animés d'idées plus libérales.

2° Que ces républicains ont peur de la République, qu'ils ne font rien pour l'instaurer et qu'ils n'hésiteraient pas à la trahir s'il éclatait un mouvement révolutionnaire de masses contre la monarchie. Si vraiment il y avait des républicains en Espagne, la République aurait pu être un fait en 1917, elle aurait pu être proclamée aussi à la chute de Primo de Rivera.

3° Ils souhaiteraient une République comme résultat d'une simple translation de pouvoirs, sans combat, grâce à l'effacement volontaire d'Alphonse et en s'ap-

puyant sur les forces réactionnaires qui ont toujours été les piliers de la monarchie.

4° Les leaders républicains entendent ne pas se laisser surprendre par les événements et dans leurs discours prennent soin de nous avertir que l'expérience de Kerensky ne se répètera pas en Espagne, c'est-à-dire que la fusillade, la prison, l'exil seront les mesures opposées aux revendications économiques du prolétariat.

Si, dans ces conditions, le peuple marchait de concert avec la bourgeoisie républicaine, il ferait un marché de dupes.

Chaque fois que la classe ouvrière a lutté audacieusement et résolument pour les mots d'ordre de la démocratie, elle seule a été la victime. En 1917, lors de la grève générale révolutionnaire, les républicains trahissant leurs engagements, abandonnèrent les syndicalistes à leurs propres forces. Pour se rendre compte des convictions libérales des gauches espagnoles, il suffit de se rappeler la sanglante répression organisée par Martinez Anido en 1921 et énergiquement réprouvée dans le monde entier, alors que les républicains conservaient une neutralité répugnante.

La Confédération doit se méfier de ces singuliers démocrates et fomenter l'agitation par des mots d'ordre spécifiques à elle. Tout d'abord, il s'agit de résoudre le problème de la légalité syndicale et de la liberté de propagande indispensables à son existence. C'est pourquoi, profitant de la discorde qui met aux prises républicains et monarchistes, la C. N. T. demande énergiquement une nouvelle constitution qui, en temps normal, garantirait aux syndicats une existence indépendante du contrôle gouvernemental. Il faut obtenir l'abolition de la loi de



« Juridiction » qui interdit la propagande antimilitariste sous peine de Conseil de guerre.

Il faut en finir avec les pouvoirs abusifs des préfets qui ont le droit d'emprisonner n'importe quel citoyen pendant 15 jours, période renouvelable indéfiniment sans en rendre compte à l'autorité judiciaire. En Espagne, les syndicalistes sont assimilés aux malfaiteurs et leurs photographies sont exposées dans les commissariats à côté de celles des assassins. La police et la « guardia civil » ont le droit de suspendre les assemblées syndicales, les meetings de propagande. Ces survivants moyenâgeux doivent disparaître. Liberté individuelle, de presse, de parole, de réunion et de manifestation doivent être solidement établies. Il est honteux de voir les prisons abriter encore des condamnés politico-sociaux. L'amnistie devient une des plus grandes préoccupations de la C. N. T. Le rétablissement du jury, le désarmement et la dissolution du « Rottent » milice fasciste, la révision des procès intentés pendant la dictature sont aussi dans son programme.

Ces mesures de caractère démocratique intéressent directement les organisations ouvrières et la C. N. T.

La Confédération est décidée à réaliser une campagne par ses moyens propres, sans compromissions avec aucun parti, pour faire aboutir ces revendications.

Mais cela ne suppose pas l'oubli des tactiques et des buts qui font sa force et sa raison d'être. Surtout maintenant que la crise économique d'un gravité extrême provoquera inévitablement des conflits qui dresseront le prolétariat contre le capitalisme espagnol, incapable d'assurer l'existence de ses esclaves.

W.

## EXTRAITS

### L'immoralité du commerce

Un des devoirs de la sociologie comparative est sûrement de faire l'histoire du commerce, qui partait d'être un actif agent de transformation sociale, bonne ou mauvaise. Avec moins de fracas, l'influence du commerce a été souvent plus profonde que celle de la guerre. Créateur ou destructeur de nationalités, il sait tantôt les unir, tantôt les lancer les unes contre les autres. Aiguillonner par lui les peuples commerçants en quête de débouchés se sont de tout temps fait un jeu d'exploiter, de subjuguer, parfois d'exterminer les races arriérées, et toujours ils l'ont fait en pleine stréte de conscience : la fin justifie les moyens.

Si considérable a été le rôle social et politique du commerce que, jusqu'à nos jours, on l'a considéré comme une fonction nécessaire, essentielle de toute collectivité humaine, petite ou grande : il n'en est rien. L'ethnographie comparative nous montre que, dans les clans primitifs où tout est encore à tous, le commerce est inconnu. Enfin, l'exemple de l'ancien Pérou nous montre que même de grands Etats, à la condition d'être en régime communautaire, peuvent s'en passer. L'humaine a eu son âge précommercial ; ce n'est même pas sans quelque défiance qu'elle a vu naître et grandir le commerce. La plupart des grands Etats de l'antiquité l'ont toléré sans l'estimer et ont assigné à la classe des marchands le dernier rang dans leur hiérarchie sociale.

Mais, peu à peu, le commerce s'est fait une place de plus en plus grande et, dans nos Etats contemporains, où il est alimenté par une industrie fébrilement active, sa réhabilitation est devenue une glorification. Les moralistes l'ont vanté ; les poètes l'ont chanté ; les hommes d'Etat se sont constitués ses humbles serviteurs.

On ne veut plus reconnaître au commerce que des qualités et des avantages. A en croire le chœur des apologistes, le commerce est un impeccable bienfaiteur : il civilise la sauvagerie, adoucit les mœurs, rapproche les nations, fraie la voie à tous les progrès, etc., etc. D'ordinaire, les sociologues théoriciens font leur partie dans ce concert d'éloges ; toujours, prétendent-ils, le commerce a substitué les relations pacifiques aux conflits guerriers ; toujours il a été le missionnaire des idées fécondes et des inventions utiles ; c'est grâce à lui que l'indigène juge excessif. Le 13 mai, près de Sade, la police dut dégager l'administrateur qui faillit être jeté à l'eau. Les vieux, les étudiants manifestent, le mécontentement gagne toutes les classes sociales et les Français sont en train de perdre la-bas leur prestige.

Nous trouvons, dans *Le Temps Colonial* du 1<sup>er</sup> juillet, cette opinion qui vaut qu'on s'y arrête car l'agitation dénoncée la-bas découlerait plutôt de l'état misérable des populations que de l'agitation communiste.

« J'ai eu en main des tracts révolutionnaires, j'ai lu des comptes rendus de réunions extrémistes, j'ai interrogé des artisans du « Grand Soir », et j'en suis encore à me demander si cette agitation mérite d'être qualifiée « communiste ». Je crois fort que si les apôtres du lénisme intégral venaient à contempler leurs disciples, ils seraient médiocrement satisfaits de la pureté de leur doctrine. A mon avis, s'il y a dans ce pays d'assez nombreux mécontents, il y a fort peu de communistes. »

Ch. LETOURNEAU.

## FAITS et DOCUMENTS

Il est parfois utile de noter le charlatanisme des politiciens qui se succèdent au pouvoir afin d'en prélever l'illusion. L'affairiste Tardieu jouissait avant son arrivée à la présidence du conseil, du prestige de réalisateur. Au pouvoir, il a dissipé bien des doutes ; la où l'opinion croyait trouver un organisateur, elle n'a trouvé qu'un prestidigitateur pratiquant l'escamotage sur une vaste échelle. Quoi, le budget ne sera pas voté en temps utile... nous reculerons la limite de l'exercice budgétaire. Avec lui, c'est la trop fameuse politique du Bloc National. Alors que le jeu régulier des forces économiques tendrait dans une certaine mesure à faire baisser la vie, les prix de gros ayant baissé pour de nombreuses denrées, chacun peut constater que les prix de détails ont augmenté... Mystère de l'arithmétique.

Au lieu de soulager la consommation par la diminution des impôts indirects, il a dégrèvé les agitateurs — nous l'avons noté il y a quelques semaines — sans profit pour la consommation, et les caisses de l'Etat ont été privées de ressources importantes. Nous voici de nouveau à une époque où il faudra faire fonctionner la planche à billets. Il faut se rappeler, à ce sujet, la campagne qui fut déclenchée lorsque, sous Herriot, le « plafond » venait de crever à 42 milliards. Aujourd'hui, il y a 70 milliards de billets en circulation, mais la grande presse sait mettre une sourdine à ses critiques.

La théorie économique du Bloc National est simple et claire : elle consiste à faire peser sur tous les individus sans distinction ni considération de fortune des charges identiques ; le miséreux paie comme le fortuné sans qu'il ait aucun recours. La lecture du bilan de l'exercice 1929-1930 est suggestive :

Contributions directes : 11 milliards.  
Impôts indirects : 45 milliards et demi.  
Ressources exceptionnelles (bénéfices de guerre, liquidation des stocks : 242 millions.

Encore convient-il de déduire des 11 milliards le montant de l'impôt sur les salaires ; l'on voit ainsi que la contribution des riches est presque nulle. Pour ce qui est des impôts indirects, chacun sait que l'Etat lève tribut sur tout ce que nous pouvons acheter : l'utile et le nécessaire. Un autre chiffre qui donne une idée du caractère démocratique de cette fiscalité est celui provenant de l'impôt sur les bénéfices de guerre : 242 millions en comptant les stocks... Pas même le montant de l'intérêt de la dette de guerre à court terme ! Une goutte d'eau dans le Sahara ; voilà ce qu'est la contribution des profiteurs de guerre au budget.

Une telle politique dégage progressivement le capital de l'impôt. Par contre, si le refus d'acquiescer l'impôt qui fut un temps préconisé par les révolutionnaires se réalisait, il n'aurait aucun effet ; les impôts, de plus en plus indirects, deviennent des impôts de consommation. A moins de se refuser à vivre dans des maisons, à se nourrir, à se vêtir, il nous faut l'acquiescer. Une telle fiscalité appliquée aussi bien aux malades qu'aux bien portants, aux miséreux comme aux riches, montre bien le caractère égoïste de la classe dirigeante, car le gouvernement, quel qu'il soit, s'appuie toujours sur une des classes ou des castes qu'il favorise.

\*\*

Après le mouvement pour le sel, qui a été réprimé, sans beaucoup de succès d'ailleurs, avec la violence que l'on sait, la présente semaine doit être observée comme la « semaine du boycottage » et le comité qui l'organise a multiplié ses appels auprès du public pour l'inciter à « frapper de paralysie le commerce étranger qui aspire et détruit la vie économique nationale ».

Cette forme d'action porte incontestablement ses fruits ; la violence dont on a fait usage dans ces circonstances d'ailleurs laisse voir que les Anglais sont touchés par cette rébellion aux lois et coutumes souveraines jusqu'à ce jour, mais qui, mises en doute et contestées, sont une atteinte aux intérêts du commerce. Il importe peu que Gandhi soit prisonnier, car d'autres sont là pour le remplacer qui aspirent, eux aussi, au martyre. La lutte continue.

\*\*

Peut-on croire à notre époque à cette chose abominable : le travail forcé. Le Bureau International du Travail s'occuperait de la question. Aux Indes Néerlandaises, il est encore une réalité : un cinquième environ des populations directement administrées y sont soumises.

\*\*

La Cochinchine, qui avait traversé en 1926 une période assez grave, connaît à nouveau des émeutes. La cause : le refus d'acquiescer un impôt que l'indigène juge excessif. Le 13 mai, près de Sade, la police dut dégager l'administrateur qui faillit être jeté à l'eau. Les vieux, les étudiants manifestent, le mécontentement gagne toutes les classes sociales et les Français sont en train de perdre la-bas leur prestige.

Nous trouvons, dans *Le Temps Colonial* du 1<sup>er</sup> juillet, cette opinion qui vaut qu'on s'y arrête car l'agitation dénoncée la-bas découlerait plutôt de l'état misérable des populations que de l'agitation communiste.

« J'ai eu en main des tracts révolutionnaires, j'ai lu des comptes rendus de réunions extrémistes, j'ai interrogé des artisans du « Grand Soir », et j'en suis encore à me demander si cette agitation mérite d'être qualifiée « communiste ». Je crois fort que si les apôtres du lénisme intégral venaient à contempler leurs disciples, ils seraient médiocrement satisfaits de la pureté de leur doctrine. A mon avis, s'il y a dans ce pays d'assez nombreux mécontents, il y a fort peu de communistes. »

Bernard ANDRE.

## Les anarchistes d'aujourd'hui

Toute une section de notre mouvement est animée d'une grande ardeur pour la discussion des problèmes pratiques que devra résoudre la révolution.

Il est bon et d'excellent augure qu'il en soit ainsi, même si les solutions proposées jusqu'ici ne sont ni abondantes, ni satisfaisantes. Le temps n'est plus où l'on pensait que l'insurrection suffirait à tout et qu'une fois l'armée et la police vaincues et une fois abattus les pouvoirs constitués, le reste, c'est-à-dire l'essentiel, viendrait de soi-même.

Il suffit, disait-on, qu'immédiatement après le triomphe de la révolte, tous paissent manger à leur faim et être convenablement logés et vêtus pour que la révolution se trouve établie sur des bases de grand et puisse progresser vers un idéal toujours plus élevé et personne ne pensait à s'assurer si les denrées existaient en quantité suffisante pour tous et si elles se trouvaient où elles étaient le plus nécessaires. La vue des magasins des villes regorgeant de marchandises trompait et suggestionnait les foules affamées et mal vêtues et, conscients ou non de l'erreur, les agitateurs trouvaient là un efficace argument de propagande. Mais aujourd'hui, si l'on sait que la production faite par tous à l'avantage de tous peut, avec l'aide qu'elle reçoit du machinisme et de la chimie, indéfiniment augmenter, on sait aussi que la règle des capitalistes est de ne faire produire qu'autant qu'ils peuvent vendre avec profit et d'arrêter la production quand, avec son développement, cesse le profit. Si par erreur ou par concurrence entre capitalistes, on passe cette limite, vient la crise qui ramène le marché à l'état de relative pénurie profitable aux industriels et aux commerçants. On comprend donc combien il est dangereux de laisser croire que les denrées surabondent et qu'il n'y a pas urgence à se mettre au travail.

Le temps est aussi passé où l'on pouvait dire que notre tâche était de démolir. Quant à reconstruire, c'était l'affaire de nos fils et neveux. C'était là une affirmation commode qui pouvait passer quand il n'y avait aucune probabilité de révolution imminente et quand on cherchait seulement à exciter aversion et haine contre tout le présent pour rendre plus vive la volonté de changement. Mais maintenant que la situation européenne est pleine de possibilités de révolutions et qu'à tout moment nous pourrions nous trouver dans le cas de passer de la théorie à la pratique, de la propagande à l'action, il faut bien se souvenir que la vie sociale et la vie individuelle n'admettent d'interruption et que nous devons manger et vivre nous et nos fils tous les jours, sans pouvoir attendre.

Je pense donc aussi qu'à côté du problème d'assurer la victoire contre les forces matérielles de l'adversaire, nous avons encore le problème de faire vivre la révolution après la victoire. Je pense aussi qu'une révolution qui produirait le chaos ne serait pas viable. Mais n'exagérons pas ; ne croyons pas que nous devrions et puissions dès maintenant trouver la solution idéale de tous les problèmes. A trop prévoir, à trop déterminer, nous ferions des rêves irréalisables au lieu de préparer l'anarchie, ou bien nous tomberions dans l'autoritarisme et, consciemment ou non, nous nous proposerions d'agir comme un gouvernement qui, au nom de la liberté et de la volonté populaire, soumet le peuple à sa propre domination.

Il m'arrive en effet de lire les plus étranges choses, étranges sous la plume d'un anarchiste.

Un camarade dit par exemple que : « Les foules auraient raison de se tourner contre nous si, après les avoir induites aux douloureux sacrifices d'une révolution, nous leur disions : faites ce que votre volonté vous suggère, regroupez-vous, produisez, vivez comme bon vous semble. »

Mais comment ! N'avons-nous pas toujours dit aux foules qu'elles n'attendent leur bonheur ni de nous ni d'autres, mais qu'elles se le conquièrent et qu'elles n'auront le bien que celui qu'elles sauront prendre et ne conserveront que celui qu'elles sauront défendre ? Il est naturel et juste que nous, initiateurs et propulseurs de la masse dont nous faisons nous-mêmes partie, nous nous fassions un devoir et de pousser le mouvement dans la direction qui nous semble la meilleure et d'être préparés le mieux possible aux choses à faire, mais la décision dépend de la libre volonté des intéressés, c'est un la un principe qui reste toujours fondamental.

Je lis aussi : « Nous créerons un régime qui, s'il n'est pas en tous point libertaire, aura notre empreinte et qui, surtout, conduira à la progressive réalisation de nos postulats. »

Qu'est-ce à dire ? Un petit gouvernement béni qui aura soin de se suicider au plus vite pour faire place à l'anarchie !

Mais ne pensons-nous pas tous que n'importe quel gouvernement tend non à se suicider mais à se perpétuer et à devenir de plus en plus despotique ? et ne sommes-nous pas tous d'accord pour reconnaître que la mission des anarchistes est de combattre, même s'ils ont à le subir tout régime qui n'est pas fondé sur la liberté pleine et entière ? Et n'avons-nous

pas reconnu aussi qu'au pouvoir les anarchistes ne pourraient pas faire autrement que les autres ?

Un autre camarade, un de ceux qui s'occupent le plus de la nécessité d'avoir un plan et qui, en substance, n'a d'espoir que dans les Syndicats ouvriers, dit :

« Au triomphe de la révolution, que l'on confie à la classe ouvrière — précédemment éduquée par nous à cette grande fonction sociale — la gestion de tous les moyens de production, de transport, d'échange, etc. »

« Précédemment éduquée par nous à cette grande fonction sociale » ! Mais dans combien de siècles la révolution invoquée par ce camarade ? Et même les siècles y suffiront-ils ? On n'éduque pas la masse si elle ne se trouve pas dans la possibilité et dans la nécessité d'agir elle-même, c'est un fait, et l'organisation révolutionnaire de travailleurs, pour utile qu'elle soit, ne peut pas s'étendre et durer indéfiniment ; parvenue à un certain développement, si elle n'aboutit pas à l'action révolutionnaire, ou le gouvernement l'étrangle, ou elle-même se corrompt et se dissout, et tout est à recommencer.

Comme il est vrai que les hommes pratiques sont souvent les utopistes les plus ingénus !

Mais toute cette discussion ne pourrait-elle pas paraître quelque peu académique si, dans le cas concret, il s'agissait d'un pays où la libre organisation des travailleurs est détruite et interdite ; la liberté de presse, de réunion, d'association supprimée ; les propagandistes anarchistes, socialistes, communistes, républicains, réfugiés à l'étranger, relégués dans les îles, emprisonnés ou mis par d'autres moyens en condition de ne pouvoir ni parler, ni bouger, ni presque respirer ?

Peut-on raisonnablement espérer qu'en un pays réduit en tel état, le prochain bouleversement sera la Révolution sociale dans tout le sens ample et profond que nous donnons à ces mots ? Ne semble-t-il pas qu'aujourd'hui ce qui est urgent et possible c'est plutôt de reconquérir les conditions nécessaires à la propagande et à l'organisation ?

Il me semble que si l'on aperçoit tant de difficultés, si l'on tombe dans tant d'incertitudes et de contradictions, c'est que l'on veut ou réalise l'anarchie sans anarchistes ou croit que la propagande peut suffire à convertir à l'anarchisme la majeure partie d'une population avant que l'ambiance où se déroule sa vie soit radicalement changée.

On entend répéter que « la révolution sera anarchique ou ne sera pas ». Encore une de ces phrases à effet qui, regardées de près, ou ne signifient rien ou expriment une sottise. Si l'on prétend dire que la révolution que nous voulons, nous, anarchistes, doit être anarchique, on fait une vraie tautologie, c'est-à-dire un cercle de paroles qui n'explique rien, c'est comme si l'on disait : le papier blanc doit être blanc. Si l'on prétend dire qu'il ne peut y avoir d'autre révolution qu'anarchique, c'est alors une sottise parce qu'il y a eu, et certainement il y aura encore dans la vie des sociétés humaines, des mouvements qui changeront complètement les conditions existantes donnant une nouvelle direction à la suite de l'histoire et qui, par conséquent, méritent le nom de révolution. Et je ne saurais admettre que toutes les révolutions passées aient été inutiles ni que les révolutions futures qui ne seront pas encore anarchistes soient inutiles. L'inclinaison même à croire que le triomphe complet de l'anarchie résultera plutôt d'une évolution que d'une révolution violente, qu'il viendra graduellement après qu'une révolution précédente, ou plusieurs, auront détruit les plus gros obstacles militaires et économiques qui s'opposent au développement moral des peuples, à l'augmentation de la production au niveau des besoins et des désirs et à la mise en harmonie des intérêts opposés.

Quoi qu'il en soit, si nous tenons compte de nos maigres forces et des dispositions dominantes dans les masses et si nous voulons ne pas prendre nos désirs pour réalités, nous devons nous attendre à ce que la prochaine, et peut-être imminente, révolution ne soit pas anarchique et le plus urgent serait de penser à ce que nous pourrions et devons faire dans une révolution où nous ne serons qu'une minorité relativement petite et mal armée.

\*\*

Quelques camarades peut-être encore suggestionnés par les vantardises des socialistes et par les illusions que fit naître la révolution russe, croient la tâche des autorités plus facile que la nôtre, parce qu'ils ont, eux, un plan : s'emparer du pouvoir et imposer leur système par la force.

Il se trompent. Le désir de s'emparer du pouvoir, socialistes et communistes l'ont certainement et les circonstances peuvent être telles qu'ils y réussissent. Mais les plus intelligents d'entre eux savent bien qu'une fois au pouvoir, ils pourraient bien tyranniser le peuple, le soumettre à des expériences capricieuses et dangereuses, qu'ils pourraient substituer à la bourgeoisie actuelle une nouvelle classe privilégiée, mais que le socialisme, ils ne pourraient pas le réaliser, le plan, ils ne pourraient pas l'appliquer. Comment pourrait-on détruire une société millénaire et fonder une société nouvelle et meilleure au moyen de décrets élaborés par un petit nombre d'individus et imposés par la force des bayonnettes ? Et c'est là la raison honnête (des autres moins avouables je ne veux pas m'occuper), c'est la raison honnête pour laquelle en Italie, socialistes et communistes refusèrent leur concours à la révolution et l'empêchèrent quand elle était possible. Ils sentaient qu'ils ne pourraient pas dominer la situation et devraient laisser le champ libre aux anarchistes ou se faire les instruments de la réaction. D'ailleurs, dans les pays où ils sont allés au pouvoir, on sait ce qu'ils ont fait. Notre tâche, si seulement nous avions la force matérielle nécessaire pour nous débarrasser de la force matérielle qui nous opprime, serait beaucoup plus facile parce que

nous ne voulons de la masse que ce dont elle est capable et désireuse, nous limitant à faire tout ce que nous pouvons pour en développer la capacité et la volonté.

Nous devons cependant nous garder de devenir nous-mêmes moins anarchistes parce que la masse n'est pas capable d'anarchie. Si la masse voulait un gouvernement, nous ne pourrions probablement pas empêcher qu'un nouveau gouvernement se formât, mais nous ne devrions pas moins faire tout notre possible pour démontrer que le gouvernement est inutile et dangereux et, pour empêcher que ce nouveau gouvernement s'imposât à nous aussi et à ceux qui ne le voudraient pas. Nous devrions agir pour que la vie sociale et spécialement la vie économique continuât et s'améliorât sans l'introduction du gouvernement et c'est pour cela que nous devons être le plus possible préparés aux problèmes pratiques de la production et de la distribution, sans oublier d'autre part que les plus aptes à organiser le travail sont ceux qui le font, chacun dans son propre métier.

Il nous faut chercher à être des forces actives et si possible prépondérantes dans l'acte insurrectionnel. Mais une fois abattues, les forces répressives qui servent à tenir le peuple en esclavage, une fois l'armée, la police, la magistrature dissoutes, et la population tout entière armée pour s'opposer au besoin à tout retour offensif des forces de réaction, une fois l'organisation de la chose publique prise en main par les hommes de bonne volonté qui pourvoient dans un esprit de justice aux besoins les plus urgents, utilisant avec parcimonie les richesses accumulées dans les différentes localités, nous devrions alors nous employer à ce que tout gaspillage fût évité, à ce que fussent respectées et utilisées les institutions, les coutumes, les systèmes de production, d'échange, d'assistance qui constituent, encore que d'une façon insuffisante et défectueuse, des fonctions nécessaires, nous chercherions naturellement à faire disparaître toute trace de privilège, mais nous nous garderions de détruire ce qui ne pourrait être encore remplacé par quelque chose qui répondît mieux au bien général. Nous aurions à pousser les ouvriers vers la prise de possession des usines et vers l'organisation en fédérations travaillant pour le compte de la collectivité et à orienter les paysans vers la prise de possession des terres et des produits usurpés par les propriétaires (bourgeois) et vers l'entente avec les ouvriers pour les échanges nécessaires.

Si nous ne pouvions pas empêcher la constitution d'un nouveau gouvernement, si nous ne pouvions pas l'abattre immédiatement, nous devrions en tout cas lui dénier notre concours : refuser le service militaire, refuser l'impôt, désobéir par principe, résister jusqu'à l'extrême limite à tout ce qu'imposerait l'autorité et refuser catégoriquement tout poste de commandement.

Si nous ne pouvions pas abattre le capitalisme, nous devrions exiger pour nous et pour tous ceux qui voudraient, le droit à l'usage gratuit des moyens de production nécessaires pour permettre une vie indépendante.

Nous aurions à conseiller quand nos conseils sembleraient nécessaires, à enseigner quand nous en saurions plus que les autres, à donner l'exemple de la vie régie par de libres accords, à défendre, au besoin par la force, si elle était nécessaire et possible, notre autonomie contre toute emprise du gouvernement, mais jamais à commander. Ainsi, sans établir l'anarchie, parce qu'elle ne peut s'établir contre la volonté des gens, nous l'aurions préparée.

Errico MALATESTA.

## NOS ÉCHOS

### PRETRES INDIGNES

Le journal d'Urban Gohier, *La Nouvelle Aurora*, traite de prêtres indignes les curés qui, dans la rue, le tramway ou le métro lisent ostensiblement *L'Action Française*. Ces curés-là, paraît-il, de la plus terrible espèce : « faces blanches, carcasses rongées par le vice et roidies par la révolte, stigmates de l'orgie sabbatique, gestes convulsifs à la fois de terreur et de défi ».

Il nous souvient du Père Lapurge qui, lorsqu'il voyait passer devant son échoppe un mastodonte ensoutané s'écriait : « Quelle belle cible ! »

Nous ne voulons pas dire qu'il faille tirer sur les curés et plus particulièrement sur ceux qui lisent le torchon-cul à Daudet mais nous estimons que le portrait des uns que nous venons de citer vaut pour tous les autres.

### POLICE ET ARMEE

René Valfort est incontestablement un « pacliste ». D'ailleurs qui ne l'est pas ? Mussolini lui-même...

Mais René Valfort reconnaît dans *La Volonté de Paix* qu'il ne faut pas confondre entre la police et l'armée.

La société a besoin de « se défendre » contre les individus qui seraient tentés de porter atteinte à la propriété ou à la vie des citoyens.

Une police mondiale s'impose ! Pauvre René Valfort !...

### PLAN QUINQUENNAL ?

Le projet Tardieu sur l'équipement national est, du moins c'est Marcel Cachin qui l'affirme, un plan quinquennal. Oh ! rassurez-vous, c'est un plan qui n'a rien de commun avec le fameux « plan quinquennal » du parti bolchevick russe. Il est pourtant cela de commun, c'est que, dans l'un comme dans l'autre, on y jongle avec les milliards, et que les intéressés, c'est-à-dire ceux qui fournissent les sous, ne sont pas consultés, mais sont seulement avertis que tous les efforts sont tentés par les élites responsables pour l'amélioration du sort des masses travailleuses.

Bolcheviks ou socialistes, voire républicains, tous les gouvernements se valent.

### GRUPE ANARCHISTE D'ANTONY contre l'extradition de Pons et Blanco

#### REUNION PUBLIQUE DE PROTESTATION

avec le concours d'orateurs de l'U. A. C. R. de la Ligue des Droits de l'Homme et du « Libertaire »  
Comité de Défense sociale  
Samedi 5 juillet, à 20 h. 30  
Salle Souchon, 36, av. d'Orléans, Antony

## DIMANCHE 13 JUILLET Grande balade champêtre

organisée par le Groupe Régional de Bezons dans l'île de Bougival

### GRANDE TOMBOLA

au bénéfice de « L'Entr'aide » et du « Libertaire »

Partie de Concert avec le concours de

LOREAL et des artistes de la MUSE ROUGE

Allocation de SEBASTIEN FAURE

Jeux divers pour les petits et les grands.

Ravitaillement en boisson par les camarades du Groupe Régional

Les moyens de communication seront indiqués dans le prochain numéro.



## LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE en U. R. S. S.

(Suite et fin.)

Ainsi, la collectivisation de l'agriculture n'est pas l'œuvre de la population rurale, mais du prolétariat urbain. Or, selon la théorie et la pratique bolchevistes, la volonté du prolétariat ne doit pas s'exprimer directement mais par le truchement du Parti communiste et la volonté de ce dernier n'est elle-même que l'expression de celle du Comité central qui, à son tour, n'obéit qu'au groupe Staline.

Prise en elle-même, l'initiative du Parti communiste dans la collectivisation agraire n'a rien de mauvais. Le droit à l'initiative appartient à n'importe quelle organisation sociale, entre autre aux bolcheviks, mais tout en ayant ce droit, une organisation, quelle qu'elle soit, doit s'efforcer de révéler dans la masse cet esprit d'initiative, afin de remettre le plus tôt possible, l'œuvre entreprise aux mains du prolétariat lui-même. C'est ainsi qu'ont toujours pensé les anarchistes et leur position devant la question de la collectivisation doit s'effectuer aussi bien dans l'intérêt de chaque paysan en particulier que dans celui de toute la société travaillante en général, les anarchistes pensent que cette collectivisation doit être dès ses premières applications, confiée à la partie de la population rurale la plus intéressée, c'est-à-dire au prolétariat agricole et au paysan pauvre, et mener l'action de telle sorte que le paysan considère l'œuvre accomplie comme sa propre création et les « kolkhoses » comme des organes de self-organisation destinés à faire naître parmi la paysannerie les liens sociaux indispensables à la réalisation d'une société rurale vraiment communiste.

Les bolcheviks ont une tout autre façon d'envisager la question. Pour eux, toute initiative prend le caractère d'un ordre gouvernemental, ce qui change tout à fait la situation. Pour eux toute initiative s'accompagne toujours de la violence exercée, tant sur le paysan récalcitrant que sur les autres tendances révolutionnaires désireuses d'apporter leur point de vue sur la question. Ainsi au lieu de libre initiative ou même de simple directive idéologique, il s'agit d'une exécution assurée par la contrainte. Cette méthode est habituelle aux bolcheviks, et il n'est pas étonnant que pour la collectivisation agraire, ils l'aient employée aussi. Malgré la grande envergure que devrait prendre une pareille entreprise, actuellement ce n'est donc autre chose qu'une entreprise gouvernementale faite dans l'intérêt de l'Etat et de la bureaucratie, mais non dans l'intérêt des travailleurs paysans. Toute la politique agraire antérieure des bolcheviks et leur tactique actuelle devant la même question, confirme ce que nous avons dit. Loin de nous la pensée d'approuver la population rurale qui se cramponne à la propriété individuelle. Nous disons, au contraire, que dès le début de la révolution, cette population aurait dû s'engager dans la voie de la collectivisation. Si les paysans avaient agi de la sorte, ils auraient rendu un grand service à eux en particulier et à la révolution en général. Mais la politique dictatorialle du Parti communiste ne tolérât aucune initiative de la part des ouvriers et paysans, elle tenait ces derniers dans un état de soumission tel qu'ils n'avaient aucune possibilité d'activité propre. C'est pourquoi, si l'on peut accuser les paysans d'avoir manqué d'esprit d'initiative au sujet de la collectivisation agraire, les bolcheviks sont en tout cas les derniers à pouvoir leur faire ce reproche.

En résumé, la collectivisation bolcheviste, c'est la nationalisation de l'agriculture, le travail et la production passant sous le contrôle de l'Etat qui, grâce à son appareil, aura entre les mains les postes de commandement, ce qui lui permettra de drainer d'une façon « organisée » toute la production. Il est évident qu'une telle initiative ne peut être l'œuvre des paysans mais celle de la bureaucratie étatisée avec Staline en tête, agissant au nom du prolétariat urbain. Il est également naturel que cette bureaucratie fasse tout son possible pour annihiler et emprisonner tous les travailleurs révolutionnaires capables de montrer à l'opinion publique le

caractère falsifié de la collectivisation bolcheviste et de faire appel aux masses en opposant à cette collectivisation étatisée un système de collectivisation venant directement des paysans. Un fait caractéristique à ce sujet situe d'une façon définitive la politique agraire des bolcheviks, nous voulons parler de l'emprisonnement des révolutionnaires tels que Borovoi, Bernbach, Rockdaef et des dizaines d'autres anarchistes. Dans les années de 1903 à 1905, à une époque où les bolcheviks considéraient comme une nuisible utopie, l'idée même de la révolution sociale, ces militants, eux, étaient déjà aux avant-postes de la révolution sociale et défendaient les principes du communisme libertaire et l'idée de collectivisation agraire. Il semble que, lors de l'abolition de la « nep », le Parti communiste russe eut dû faire appel à la compétence de ces militants. Or, il les mit en prison. Il ne fait de doute pour personne que par cet arbitraire, les bolcheviks ont voulu éviter toute critique venant de gauche, la seule susceptible de démasquer le caractère contre-révolutionnaire de leur collectivisation.

Il est probable que les paysans opposent une résistance obstinée à cette collectivisation étatisée. Cette résistance a d'ailleurs déjà fait reculer Staline. Mais des contradictions irréductibles vont surgir entre l'Etat et les paysans-kolkhosi, au moment de la récolte, quand l'Etat viendra réquisitionner au « kolkhose » la récolte qu'il aura fait préalablement inventurer. Il est certain qu'alors les autorités useront de la violence, faisant appel à la force du Guépéou et peut-être de l'armée rouge. Il est bien difficile d'évaluer à l'avance quelles pourront être les conséquences de tout cela. Il semble cependant que les bolcheviks soient placés entre deux alternatives : ou bien revenir à la formule capitaliste « enrichissez-vous », ou bien renoncer à la dictature sur les ouvriers et les paysans, en remettant le soin de construire le socialisme à la ville et à la campagne, aux travailleurs organisés dans leurs associations de production et de consommation. Un avenir prochain nous apprendra l'orientation prise par les bolcheviks et le côté vers lequel ils auront préféré faire des concessions.

### Comité d'Entr'aide

#### CAMARADES,

**N'OUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRAIDE » SOUTIENT LES EMPRI-SONNES ET LEURS FAMILLES.**

**FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.**

Adressez les fonds à Charbonneau, chèque postal 653-87, Paris (1<sup>er</sup>), rue des Roses, 22 (18<sup>e</sup>), ou veuillez les remettre au bureau du S. U. B., Bourse du Travail de Paris.

#### CAISSE DE SOLIDARITE

##### POUR LE CONGRES

**A tous les groupes et individualistes adhérents à l'U. A. C. R.**

Au dernier Congrès de Paris, il a été décidé que le prochain Congrès de l'U. A. C. R. se tiendrait à Pâques 1931 à Toulouse.

Le groupe de Toulouse a pris à charge l'organisation de tous les frais de déplacement et de séjour et ceci à raison de *un délégué par groupe*.

Donc faisons appel à tous pour que chacun fasse son possible de nous envoyer des fonds pour alimenter la Caisse de Congrès.

Reliquat au Congrès 1930 ..... 544 fr.

Versé groupe Brest ..... 50 fr.

En caisse à ce jour ..... 594 fr.

Pour les fonds, utilisez le C. P. 204.44. A Mirande, 33, rue du Change, Toulouse.

Pour le Groupe : **Mirande.**

### NIMES

#### Aux groupements de Libre-Pensée

Avec le mois de juin de 1930, les manifestations cléricales dans la rue ont repris comme chaque année leurs insultantes manifestations : et pas un groupement de libre-pensée qui ait le courage d'aller les forcer à rentrer chez eux.

Je ne dirai pas que chez nous le groupement de libre-pensée qui existe ne fasse rien. Si, ils se réunissent une fois par mois à leur siège et, une fois par année (le vendredi saint, soi-disant) ils font un repas dont tous les mets sont composés de viande et ils l'annoncent avec invitation dans la presse (très bien, comme sectarisme, comme action, très peu).

Où est passée l'époque des manifestations à l'occasion de l'enterrement civil du camarade Béguin ? Vingt-neuf années ont passé depuis cette époque. Les principaux manifestants sont aujourd'hui sénateurs, députés, maires ou dans les hautes. Et les méthodes politiques, sont sages. Il ne faut pas attirer des ennuis aux camarades élus.

Plus rien de cette force morale dont les groupements de libre-pensée imprégnaient l'opinion. Les prêtres relèvent hardiment la tête devant les barricades abaissées. Les congrégations, prenant prétexte de leur esprit guerrier pendant la boucherie de 14-18 (les menteurs qui occupaient, comme poste de combat, le plus près des fronts les ambulances des divisions à la place des territoriaux pères de famille).

Ils ont donc repris, profitant de la faiblesse des organisations laïques, leurs anciennes besognes, préparant à l'abrutissement perpétuelle des jeunes cerveaux confiés à eux par des parents idiots ou hypocrites.

Les chants d'église ont repris ce mois de juin à l'extérieur des églises leur défi à la sécurité publique.

Les insulteurs de la pensée libre continuent leurs tristes besognes.

Et les libres-penseurs ? Car je suis convaincu, qu'à de très rares exceptions, les groupements de libre-pensée sont partout dans l'inertie, qu'aucun de ces groupements n'a le courage d'aller devant leurs églises les forcer à faire leurs conneries chez eux.

Les protestations et manifestations de ces groupements furent nulles à l'occasion de la rentrée des moines; les frères des écoles chrétiennes ont repris leurs rôles néfastes d'éducateurs.

Pas une libre-pensée qui crie assez fort, qui ne manifeste avec assez de bruit pour faire savoir à la bande à Briand de la séparation de l'Eglise et de l'Etat que, ce que nous étions il y a 30 ans, nous le sommes encore; et que ce ne sera pas parce qu'un d'eux aura couché avec une duchesse représentant en France le duc d'Orléans, que nous devons oublier nos pensées et nos gestes d'autan.

Faudra-t-il, une fois encore, que ce soit les anarchistes qui crient aux libres-penseurs : Allons, réveillez-vous, foutez-nous la paix avec votre repas de viande le vendredi saint; votre rôle de libres-penseurs est en dehors des parloirs, allez chanter des chants antireligieux en groupe, en force devant les portes des églises, forcez les insulteurs publics à rentrer chez eux pour ne plus en sortir.

Ce jour-là, vous aurez, à côté de vous, les anarchistes. Ou alors, ne vous dites plus libres-penseurs et faire votre politique dans les groupements institués par vous pour cela.

### COURSAAN

#### La crise viticole

La hausse qui s'est produite ces jours-ci sur les marchés des vins permet de respirer aux producteurs et à quelque peu râlent les manifestations et autres ballivernes que l'on faisait à seule fin de faire vendre ce fameux liquide.

Nous disions, dans notre dernier article, que les gros propriétaires viticulteurs avaient une grosse part de responsabilité dans cette mévente.

En effet, si le vin ne se vend pas, la cause en est à l'excédent qui reste dans les caves et qui se chiffre à plusieurs milliers d'hectolitres. Quelle est la cause de cet excédent ? Le ralentissement de la consommation et aussi le mouillage. Commencez par supprimer ce dernier, le stock en cave se trouverait ainsi bien diminué; quant à la consommation, comment voulez-vous que les ouvriers des usines ou des chantiers, avec leurs maigres salaires, con-

tinuassent d'acheter du pinard à 3 et 4 francs le litre ?

Il fallait s'y attendre. Quand on proposait aux producteurs des prix de 200 à 300 francs l'hecto, ils refusaient et demandaient toujours des prix encore plus élevés. C'était la course aux billets de mille. Oh ! ils ne parlaient pas de protester, en ce moment-là ! Pensez donc, les bénéfices scandaleux réalisés à cette époque, le prix de revient de l'hecto ne dépassait pas 50 francs au maximum. C'était le bon temps, pour eux; ils n'en étaient pas plus larges pour cela. Les exploités gagnaient toujours des salaires très bas. Voilà pourquoi les ouvriers se sont habitués à boire d'autres liquides meilleur marché, et ils ont raison.

S'il y a une crise, vous n'avez pas à jubiler; vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-mêmes et non à d'autres.

\*\*

#### A l'école laïque

Comme tout patelin qui se respecte, nous avons, nous aussi, deux écoles : l'une laïque et l'autre qu'on appelle des frères. Cette dernière paraît périlister depuis quelque temps et, si nous devons en croire certaines gens, la cause de cette décadence viendrait de ce que les individus ont perdu la foi et qu'ils ont beaucoup évolué.

Certes, sans vouloir nier l'évolution (très lente), nous disons, nous, que la raison en est tout autre.

Si les événements vont de ce train, il n'y aura aucune différence entre l'une et l'autre. En effet, nous voyons, depuis quelques jours, un jeune ensoutané qui va attendre les gosses à quelques mètres de l'école « laïque ». Espérons que l'entrée solennelle dans cette dernière ne se fera pas attendre.

Centre de ralliement de tous ces demi-bourgeois, il ne se passe pas une fête, voire même réactionnaire, baptisée pour la forme centenaire de Mistral, sans que le bureau de location installé en permanence dans un local de l'école de la République (5<sup>e</sup>) entre en fonctions.

Ne vous gênez pas, Messieurs; soyez serviables et indulgents envers ces gens-là; et puis si un pauvre fils de prolétaire arrive en classe avec des sandales et sans chaussettes (ce qui n'est pas immoral), vous le priez de rectifier sa tenue le lendemain. Croyez-vous que c'est pour lancer quelque mode qu'ils viennent ainsi ? Ce sont, eux aussi, des sinistrés, mais de ceux qu'on oublie facilement.

Et pourtant, vous avez vu leur situation pendant ce long et douloureux hiver. Vous vous êtes certes beaucoup dépensés pour faire des souscriptions publiques, mais qui touchera ces sous ?

### BEZIERS

#### Pour l'action directe

Dimanche 22 juin, les gros propriétaires jugeant que le vin devenait trop bon marché et que de ce fait ils n'encaissaient que la moitié des bénéfices des années passées, décidèrent de faire un meeting suivi d'une manifestation avec pancartes à travers la ville.

Dans leurs discours, ils protestèrent contre la rentrée des vins algériens, ces vins leur causant grand dommage à cause de leur bon marché; puis, fait troublant, contre le gouvernement qui ne prend pas à leur gré les mesures qui sauveraient leurs coffres-forts en péril, ils décidèrent, que si cela continuait, ils refuseraient de payer l'impôt.

Tout cela avec l'assentiment du maire de la ville, qui se trouvait à leur tête, ainsi que ceux de plusieurs autres communes.

Le maire de Béziers, se rappelle sans doute qu'en 1907, pour n'avoir pas voulu s'associer aux revendications des gros vignerons, il fut obligé de démissionner et même l'on tenta d'incendier la Mairie; cette fois-ci, il leur dit : « Je suis avec vous ».

Donc tout cela se déroulait sous l'œil bienveillant et paternel des autorités, quand les travailleurs agricoles, aidés par les ouvriers biterrois, s'avisèrent de faire une contre-manifestation avec pancartes comme les autres.

Cela ne fut pas du goût des policiers, qui tombèrent à bras raccourcis sur les exploités de toujours, qui dénonçaient la rapacité de leurs exploités.

Egalité ou es-tu ? Eux, les gros ventres, avaient le droit de manifester et même de

violer la loi en refusant l'impôt. Mais quand à ceux qui peinent dur toute leur vie, ils n'avaient pas le droit de crier famine.

La mobile et les flics rossèrent donc d'importance tous ceux qui étaient là et de plus les arrêterent, parmi eux notre camarade anarchiste Villanova.

Les juges, voulant continuer ce que leurs valets avaient commencés, les condamnerent à deux et trois mois de prison (parmi eux, Lazare, du Parti communiste, se voit octroyer deux mois et 50 fr. d'amende, pour avoir bousculé le capitaine de la mobile et de ce fait son képi étant tombé à terre).

Les communistes et nous avions décidé de faire un meeting jeudi soir 26, afin de protester contre ces condamnations.

Plus de 1.500 protestataires vinrent à la Maison du Peuple clamer leur indignation et leur mépris de ces façons « mussoliniennes » de brimer la classe ouvrière.

Au cours de la séance, notre camarade Maupoll, prenant la parole, préconisa l'action directe, seule capable de répondre à la provocation policière.

Le communiste qui vint après dit : « Les revolvers c'est de la démagogie ».

Ne voulant pas troubler la manifestation, nous avons encaissé sans rien dire.

Quelques heures plus tard les communistes apparurent à leur dépens, et je dois dire au nôtre aussi, ce qu'il était que la démagogie.

A la sortie, on décida d'aller manifester devant la prison, mais les policiers, aidés de leurs copains les mobiles, à coups de crosses de fusils nous barrèrent le chemin.

Malgré tout, par un mouvement tournant, nous arrivâmes sur les allées Paul-Riquet. Les policiers au pas de course, par des rues transversales, se portèrent à notre rencontre et, là, force horions furent échangés. Voyant qu'ils auraient le dessous, ils appelèrent à la rescousse la mobile, qui par une charge nous dispersa. Colas et quelques autres furent arrêtés.

Des bouteilles furent lancées contre les agents, dont plusieurs ne manquèrent pas leur but; une sans doute mieux dirigée atteignit la tête Charbonnier, commissaire de police, son écharpe ne lui para pas le coup.

Une autre charge de cavalerie nous dispersa tout à fait et, une fois de plus, la police à minuit était maîtresse de la situation.

La leçon qui se dégage de ceci, c'est que les communistes ne voulant pas user de l'action directe, nous fumes bien malmenés et nous fumes réduits souvent au rôle du Christ : tendre la joue gauche après avoir été frappé à la droite.

**ABONNEZ-VOUS POUR ASSURER UNE VIE REGULIERE A VOTRE JOURNAL.**

Jean MARESTAN

## L'Education Sexuelle

Nouvelle édition, 336 pages

illustrée, 184<sup>e</sup> mille

Prix, 12 fr. 50; franco, 13 fr. 75  
Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Moralités futures. — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage, divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

**UN LIVRE DE PREMIER ORDRE SUR LA QUESTION SEXUELLE**

**LA MATERNITÉ CONSCIENTE**

par **Manuel DEVALDES**

**LE LIVRE LE PLUS SÉRIEUX, PARU DEPUIS LA GUERRE, SUR LE NEO-MALTHUSIANISME.**

**NOUS DISPOSONS D'UNE OBTENTION D'EXEMPLAIRES DE CET OUVRAGE COMPLETEMENT ÉPUISÉ EN LIBRAIRIE.**

**PRIX : 6 fr., FRANCO 7 fr. 25**

## LES LIVRES

**Pierre Dominique : LA COMMUNE**

**Ilya Ehrenbourg : LA RUELLÉ DE MOSCOU**

Ecrire un livre historique sur un événement qui, telle la Commune, fut si largement expliqué par un nombre assez grand de témoins, se placer cinquante-neuf ans en arrière et donner une vie intense aux faits de l'époque, c'est un tour de force peu banal. Pierre Dominique vient de l'accomplir avec une incomparable maîtrise. Il semblait pourtant malaisé après Lefrançois, Villame et Lissagaray d'apporter quelque chose de neuf sur ce mouvement de soixante-dix jours.

J'ai lu l'ouvrage de Dominique et pas un instant je n'ai cessé d'être intéressé au plus haut point — comme pour ainsi dire mêlé intimement à la révolte parisienne.

Certes, je suis loin d'être d'accord avec les conclusions de l'auteur, non plus qu'avec certaines appréciations qu'il émet sur certaines phases de la Commune — mais je ne puis m'empêcher d'admirer le style alerte et enlevé, en même temps que la véracité de certains aperçus qu'il nous donne.

La sinistre ganache de Thiers est campée magistralement et l'on peut suivre jour par jour l'infamie de la manœuvre du Fourquet qui, hélas ! réussit on ne peut mieux.

Ah ! ceux qui s'essayaient à nous vanter

l'œuvre du « libérateur du territoire » auront maintenant une besogne bien malaisée devant l'analyse si précise et si véridique de Dominique. L'écrasante responsabilité du naïot sanglant éclate à chaque page, sa tactique provocatrice, sa volonté de noyer dans le sang le peuple de Paris, coupable de ne pas s'être plié docilement devant ses volontés — tout est mis en lumière dans ce livre qui est une contribution importante à l'histoire des batailles ouvrières.

Il y a des pages qu'on ne se lasserait pas de relire. Certaines descriptions vous font vibrer à l'unisson avec les Fédérés et la lâcheté, l'hypocrisie des Versaillais vous écœurant tant elles sont reliées avec une fougue irrésistible.

Dominique expose avec bonheur les deux fautes principales de la Commune : le respect inouï des chefs du mouvement pour l'or de la Banque de France et la non divulgation des documents secrets du ministère des Affaires étrangères.

On conçoit mal, en effet, que le Comité central et la Commune se soient obstinés à protéger les réserves de la Banque, à ne demander que parcimonieusement un trésor qui aurait été d'une si grande utilité pour la révolution — et qui permit à Thiers de solder ses troupes, de

payer ses espions au lendemain du massacre des Parisiens.

Trois milliards sous la main (ce qui représente à peu près trente milliards aujourd'hui) et pas une tentative pour s'en emparer. Mieux, un jour, vers la fin du siège, des communistes ayant voulu forcer la Banque, ce fut le père Beslay lui-même qui vint au devant d'eux les bras en croix en déclarant qu'on lui passerait sur le corps avant de rentrer.

Le geste ne révèle-t-il pas la formidable incompréhension des militants, en ce qui concerne les nécessités révolutionnaires.

On peut aussi, dans ce livre, voir toute la malaisance des politiques qui, au lieu d'agir passaient leur temps à se chamailler, à se suspecter, à essayer de se supplanter cependant que Félix Pyat, en de ridicules et grandiloquentes proclamations s'essayaient à jouer les Ciceron.

Seulement, où nous sommes en formel désaccord avec Dominique, c'est quand il explique la chute de la Commune comme provenant de l'absence de chefs.

Selon lui, il aurait fallu une dictature de fer, tant militaire que policière. Or, nous pensons, tout au contraire, qu'il y eut trop de chefs, trop d'aspirants à cette dictature, trop d'hommes voulant jouer les Bonaparte et les Robespierre et se vouant, de par leurs ambitions même, une haine terrible qui les empêcha de s'entendre pour une action d'ensemble.

La lutte sourde et implacable entre le Comité Central de la Garde Nationale et les membres de la Commune pour s'assurer la suprématie du Pouvoir, la première

re émanation directe des défenseurs de la Commune voulaient non seulement se défendre, mais prendre l'offensive contre Versailles — les autres singeaient le Parlement et ne cherchant qu'à se donner l'air d'un gouvernement régulier.

Pourtant le peuple révolté avait un sens aigu des réalités. Dès les derniers jours de mars il voulait marcher sur Versailles pour aller traquer dans leur repaire les gouvernants réactionnaires. La Commune ne se décida à acquiescer qu'au moment où, grâce à la complicité de Bismarck qui avait rendu des prisonniers à Thiers, le gouvernement de Versailles se trouvait en possession d'hommes et de munitions suffisants pour résister et même écraser les Communards.

Mais enfin, tel qu'il est, ce livre (1) est à lire et à méditer, car il comporte trop de pages émouvantes. Le récit de l'entrée des troupes versaillaises dans Paris, la résistance désespérée des Communards, la description pleine d'indignation des massacres ignobles des Fédérés, ce sont des choses à ne pas oublier. Et pour nous militants révolutionnaires, cela nous retrempe et nous invite à combattre plus que jamais cette république pourrie qui naquit sur plus de cent mille cadavres d'ouvriers.

\*\*

Il ne me reste plus assez de place aujourd'hui pour vous entretenir de deux ouvrages qui nécessiteraient un compte rendu et des commentaires assez longs.

(1) « La Commune », par P. Dominique (éd. Grasset), 1 vol. 15 francs.

Je veux parler du *Pêcheur d'éponges*, de Panaït Istrati et de *Les hommes dans la prison*, de Victor Serge. Ce sera pour la prochaine fois.

Contentons-nous d'examiner un livre russe (2) qui nous donne la relation de la mentalité et de la vie du peuple de Moscou sous le régime soviétique.

C'est l'histoire de quelques personnages vivant dans une rue. On y voit le profiteur, le propriétaire, l'ancien riche, les enfants abandonnés, et tout cela n'est pas fait pour nous inspirer une admiration sans borne pour le régime bolchévique.

Oh ! j'entends bien que l'on me rétorquera qu'il s'agit d'un roman. Mais la maison d'édition qui nous présente l'ouvrage est trop connue pour ses attaches avec la Troisième Internationale, pour qu'on ne sache pas que si ce n'avait été une tranche de vie exacte, jamais l'œuvre d'Ehrenbourg n'aurait vu le jour en France.

Des lourdeurs de style, dues sans doute à la traduction, font que ce livre traîne lentement au cours de 380 pages. On aurait préféré une adaptation plus vivante — et l'on est loin du *Ciment*, par exemple ou d'un morceau de Gorki.

Mais les amateurs de littérature slave ne perdront pas leur temps en parcourant le volume qui, je le répète, constitue un documentaire peu flatteur pour les maîtres du kremlin.

**Louis LOREAL.**

(2) « La Rue de Moscou », par I. Ehrenbourg (éd. Les Revues), 1 vol. 15 francs.



# TRIBUNE SYNDICALE

C. G. T.

## CHEZ LES TERRASSIERS

Encore une fois les Communistes font le jeu du patronat

Cette fois le patronat est arrivé à ce qu'il espérait depuis longtemps, aidé dans son champ d'action par les politiciens de tout acabit qui pullulent au sein du parti communiste. Ils peuvent se réjouir de leur succès. Ils savent que, désormais, ils auront enfin la possibilité de battre en brèche toutes nos revendications et de brimer les travailleurs de notre corporation qui, jusqu'à présent, avaient gardé intacte leur combativité.

Le dernier lock-out qui a suivi le dépôt du cahier de revendications a été commenté par certains militants de l'organisation des terrassiers. Il convient cependant de poser les choses sur leur propre terrain et de tirer la conclusion analytique qui s'impose pour éclairer les camarades de notre corporation sur les moyens employés par le syndicat unitaire pour arriver à un nouveau fiasco aussi lamentable.

Disons tout d'abord que le cahier des revendications dans son intégralité n'avait rien d'exagéré; nous disons même que demander 7 francs de l'heure au prix où est la vie, n'était qu'un strict minimum. Quoi donc de plus normal que nous demandions en même temps que le patronat reconnaisse les délégués de chantiers ainsi que les 15 jours de vacances payés. Dans tout ceci, nous estimons, nous, que la raison était favorable à nos revendications et que, vu les événements présents, il fallait faire tout ce qui nous était possible pour aboutir à un bon résultat.

Disons donc que nous fûmes mandatés par notre assemblée générale pour aller discuter de ces revendications devant les deux chambres syndicales patronales, une ayant son siège, 3, rue de Lutèce, l'autre, pour les entrepreneurs des souterrains, dont le siège est rue Jean-Goujon. Au cours des discussions que nous eûmes avec Messieurs les Entrepreneurs, ces derniers nous promirent d'examiner nos revendications et de nous rendre réponse le plus tôt possible. Avouons que nous l'attendions toujours. Et, du reste, devant cette carence systématique, nous n'avons pas hésité à accomplir notre devoir de syndicaliste en passant à l'action sur le lieu même du travail.

Voyons maintenant comment le mouvement fut engagé du côté des unitaires et comment les dirigeants de cette organisation aux ordres du parti communiste ont réussi à politiser ce beau mouvement revendicatif; pour ceux qui ont collectionné les numéros de l'«Huma» il leur est très facile de se rendre compte de tout ce que nous allons écrire. Ici, pour se faire, il suffit de regarder en 5<sup>e</sup> page, première colonne, les réunions journalières de la faction communiste de la terrasse pour trouver la preuve palpable que ce n'étaient point les réunions de chantier, ni les assemblées générales qui décidaient de l'action à engager, mais tout simplement un trio de cellulards de la fraction citée plus haut.

La grève fut déclenchée dans les chantiers de cinq entreprises ayant aucune délégation auprès des chambres syndicales patronales. C'est alors que les dirigeants du syndicat unitaire tentèrent d'élargir le mouvement pour faire beaucoup de bruit. Ils réunirent successivement les ouvriers des entreprises Desplat, Montecol, ainsi que ceux de chez Landry (poseurs de voies), pour les lancer dans «l'aventure» désirée par les politiciens verveux! A chaque réunion, ils furent battus à place couture, les ouvriers préconisant une autre forme de lutte et vou-

lant que des jalons soient d'abord plantés dans les entreprises intéressées directement au mouvement. Ceux rentrant au travail, organisant d'une façon efficace la solidarité, il eut été possible d'arracher la grève par grève au patronat l'augmentation demandée. Mais les dirigeants du parti communiste avaient décidé autrement, le parti ordonnait, il fallait par tous les moyens lui donner satisfaction. A l'assemblée générale suivante à force de tractations et de combinaisons louches, ils réussirent enfin à obtenir l'élargissement de la lutte à toutes les entreprises grâce aux éléments de circonstance que le parti avait introduits dans la salle avec habileté, donnant ainsi une majorité toute gratuite au bureau. Pendant ce temps le patronat souriait, le moment lui était propice pour déclencher le lock-out général sans qu'il ait de comptes à rendre devant la commission de travaux de l'Hôtel de Ville, ainsi qu'à l'opinion publique.

Ces ouvriers unitaires eux-mêmes n'avaient point d'espoir d'aboutir car ils prévoyaient bien la fin lamentable de cette aventure.

Aux chantiers Desplat, ils acceptèrent le renvoi avec une demi-journée payée alors qu'en allant devant le conseil des prud'hommes, ils avaient droit à la journée entière, et même, ils pouvaient faire comme les confédérés: refuser de quitter le travail en attendant qu'on leur paye leur journée. En réalité, un autre facteur les guidait, sachant fort bien qu'ils allaient à un fiasco, ils voulaient conserver la porte d'entrée en s'en allant dans les conditions que leurs patrons leur avaient ordonnées.

De tout ce bouleversement voulu de la part des politiciens stupides, le patronat sort victorieux de la bataille, son despotisme féodal grandit, il peut remercier le parti communiste de l'avoir aidé aussi efficacement dans la bataille. A la décision de reprendre le travail, il a répondu en maintenant une grande partie de ses chantiers fermés, cela lui a permis de trier sur le volet les éléments et n'a naturellement repris que les plus passifs: il a éloigné de cette façon l'élite militante pouvant le gêner dans son plan de rationalisation exagérée.

Et maintenant que voyons-nous sur les chantiers, les chefs régnant en maîtres par leurs intermédiaires; nos fœdaux des travaux publics, font peser une atmosphère étouffante de dictature patronale sur la corporation. Il n'y a plus de délégués de chantier, personne n'osant demander à son camarade de travail s'il est de la même famille que lui; un véritable mouchardage est préconisé du haut en bas de l'entreprise, de telle sorte que beaucoup se sont vu refuser la réintégration des chantiers.

La journée de huit heures qui fut acquise au bout de tant de sacrifices est en partie sabotée; nous pouvons dire sans crainte de mensonge, qu'en dehors des chantiers de métro, rapport aux trois huit — et quelques chantiers de pose de voies, la journée de huit heures n'est pas appliquée.

Ainsi, le parti communiste est arrivé à ce qu'il voulait; après toutes les autres corporations du bâtiment, tuer dans la nôtre, par tous les moyens, l'esprit syndicaliste, élément de révolte contre le patronat, pour instituer ses cellules et ses rayons à la place de l'organisation syndicale.

Les terrassiers ne seront pas dupes, ils se libéreront de cette ribambelle de politiciens pour se resserrer autour de leur vieux syndicat qui a son siège à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. En dehors de tous les partis politiques, lui seul est capable de faire triompher toutes nos revendications, vous y trouverez dans son sein une atmosphère tolérante que vous n'avez jamais connue au syndicat unitaire. Chez nous personne n'est «tabou» les

## Il faut défendre les emprisonnés en lutte

Certes, de tous temps, les emprisonnés eurent à lutter pour améliorer ou maintenir les quelques maigres avantages du régime politique.

Aujourd'hui, nous pouvons dire sans crainte de mensonge que le gouvernement a donné des ordres pour réduire progressivement les avantages donnés à tout détenu politique.

Ainsi, ce n'est pas assez de remplir les prisons de militants ouvriers, ce n'est pas assez de les condamner à de lourdes peines, il faut encore essayer de les abattre moralement, pour, petit à petit, revenir au régime infect du droit commun.

L'attaque du gouvernement est générale dans toutes les prisons de France, partout, que ce soit à la Santé, à Saint-Lazare, à la Petite-Roquette ou à Nancy, etc., etc., tantôt sous une forme, tantôt sous une autre, on essaie soigneusement, hypocritement de diminuer ce qui avait été arraché au prix de longues et nombreuses luttes par les emprisonnés.

Mais cette attaque a pour axe principal la centrale de Clairvaux. Pourquoi? Parce que Clairvaux se trouve à 225 kilomètres de Paris, de ce fait, les familles des emprisonnés, vu le prix élevé des transports, ne peuvent qu'aller très rarement les voir, c'est donc en toute connaissance de cause que le requin Tardieu refuse le visa aux visiteurs de l'Aube, qui seuls, pourraient venir plus souvent, c'est donc l'isolement voulu et prémédité et c'est pourquoi il faut agir de suite, et par tous les moyens en notre pouvoir pour briser l'attaque gouvernementale.

Le semaine dernière, nous avons donné les détails sur les dernières manifestations; nous n'y reviendrons pas.

Depuis, par une manœuvre grossière, le Perret, ministre de la Justice, a tenté de dresser les emprisonnés les uns contre les autres; c'est ainsi qu'il faisait téléphoner il y a une dizaine de jours à l'avocat d'un emprisonné que satisfaction complète était accordée pour les visites de l'Aube.

Or il accordait en réalité deux visiteurs en tout et pour tout à un seul prisonnier. On voit la bassesse de cette misérable diversion. Quand on pense que certains emprisonnés attendent depuis près de quatre mois une réponse à leur demande de visites, on ne sera pas étonné d'apprendre que les manifestations ont repris avec plus d'ardeur que jamais depuis le mercredi 25 juin.

Journellement, les prisonniers de Clairvaux, malgré les menaces de l'administration, manifestent par des chants révolutionnaires et aux cris cent fois répétés de «Nos visites! Nos visites!» leur volonté d'obtenir satisfaction.

Nous savons que par des moyens de défense appropriés ils iront jusqu'au bout, car ils savent que si ils cèdent sur les visites, demain il faudra céder sur autre chose.

assemblées générales seules sont souveraines; nos décisions ne sont jamais prises sans que, préalablement, les adhérents aient délibéré, il n'y a chez nous ni majorité, ni minorité, il y a simplement des syndicalistes qui entendent rester maîtres de leurs décisions. A la veille de chaque congrès, nous délibérons sur l'orientation syndicale, sur le mandat à donner à notre délégué au congrès. Le passé démontre à tous que la position de notre organisation n'a jamais changé; nous faisons donc un pressant appel pour que tous les terrassiers viennent prendre leur place dans son sein.

DICHAMP.

Une Campagne 1880-1881..... 1 vol.  
Nouvelle Campagne 1896..... 1 vol.  
La Vérité en Marche..... 1 vol.  
Poèmes Lyriques..... 1 vol.  
Madame Souris..... 1 vol.

**COLLECTION**  
«L'ELITE DE LA REVOLUTION»  
12 francs le volume  
Œuvres complètes de Saint-Just, publiées par Ch. Vellay..... 2 vol.  
La Correspondance de Marat, publiée par Ch. Vellay..... 1 vol.  
Réquisitoires de Fouquier-Tinville, publiés par H. Fleischmann..... 1 vol.  
Discours et Rapports de Robespierre, publiés par Ch. Vellay..... 1 vol.  
Les Pamphlets de Marat, publiés par Ch. Vellay..... 1 vol.  
Les Ecrits de Mirabeau, publiés par L. Lumet..... 1 vol.  
Œuvres politiques de Fabre d'Églantine, publiées par Ch. Vellay..... 1 vol.  
Discours civiques de Danton, publiés par H. Fleischmann..... 1 vol.  
Les Discours de Mirabeau, publiés par L. Lumet..... 2 vol.

## Nos chansons

**CHARLES D'AVRAY, à 1 franc**  
Les Galvaudeuses; Les Chauves-Souris; Puissance et Faiblesse; La Chanson du Lièvre; La Moisson rouge; Expiation; Militarisme; Les Géants; La Douleur; La Goutte; La Proletarienne; La Foulie; Amour et Volonté; Les Bêtes sont mûres; Loin du Réve; Le Peuple est vieux; Paroles d'un Révolutionnaire; Le Temps; Les Feuilles; Les Favorites; La Bonté; Les Routes grises; Les Vieilles Chansons; Autour d'une Vie; La Chanson du Vent; Berceuse à Ma Jolie; La Chevauchée infernale; Ma Berceuse; Les Petits Oubliés; Bazaine; Maman; L'Autre Montmartre; L'Odyssée d'un Vagabond; Les Ministres; La Toussaint des Vivants; Le Vieux Savant; Des Pyramides aux Invalides; Nos Grandes Demeiselles; Contrat d'Amour; Conseils aux Mamans; Les Maisons; Brise ton Verre; Quand le Soir descendra; Ecoutez les Cloches; Mélite; La Chanson d'un Incroyant; Le Carrier; Pros-

titution; Les Géants; Tout un Amour; Les Vieux Pavés.

**LOUIS LOREAL, à 1 franc**  
L'Armée; Quand les Humains; La Calomnie; Leur Dernière Valse.

**ROBERT CERARD, à 0 fr. 50**  
\*La Fonte humaine; Les Semaines de la Raison; A bas la guerre; Rien n'est changé; Les Chemins de la Vie; Le Toesin du Grand Soir; \*La Grand-Course; Fermez vos Gueules; Faiblesse et Volonté; Les Chemins de la Vie; Ce que dit le Mur des Fédérés; Amnistie; La Voix du Bronze; \*Quand j'ai refusé vos Armes; La Chanson de «l'Homme qui Rit».

**GASTON COUTE**  
Garçaille, pâle..... 1  
En suivant le Nœc..... 1  
Le Gas et les Filles..... 1  
Le Christ en Bois..... 1  
Les Electeurs..... 1  
La Julie jolie..... 1  
Etions-nous bêtes..... 1  
Les Consorts..... 1  
Le Discours du Train..... 0 75  
Au Beau Cœur de Mai..... 1  
Les Mangeux d' Terre..... 1  
Sapré Vin nouveau..... 1  
C'était un Dimanche..... 1  
Le Champ de Navots..... 1  
J'ai fait des Bleus sur ta Peau blanche..... 1  
Un bon Mètier..... 1  
L'Enfermée..... 1  
Le Gas qu'a mal tourné..... 1  
La Chanson des Corbeaux..... 1  
Les Bornes..... 1  
Alcide Piedallu..... 1  
La Touon..... 1  
La Cigarette..... 1  
La Julie jolie..... 1  
La Complainte de l'Estropié..... 1  
Le Charretier..... 1  
Va danser!..... 1  
Le Printemps du Chemineux..... 1  
Le Gas qui a perdu l'Esprit..... 1  
La Chanson de l'Heritier..... 1

**MAURICE DOUBLIER**  
Aux Mamans..... 0 75  
Les Papillons (récit)..... 0 75  
Les Fautes de Jeunesse..... 1  
La Mijaurte..... 1  
Le Marchand de Berlingots..... 1  
Qui veut des Chansons?..... 1  
Brebis galeuse..... 1  
La Chanson des Arpètes (récit)..... 1  
Les Boîtes (récit)..... 1

voudraient souscrire pour le «Libertaire» peuvent s'adresser à Treguer, qui fera le nécessaire.

**Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans.** — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du «Libertaire».

**Groupe anarchiste communiste de Toulouse.** — Le groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43, rue Saint-Charles.

Groupe d'achats en commun, répartition des denrées, le dimanche matin, au siège, 43, rue Saint-Charles.

Librairie. Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, boulevard de Strasbourg, angle rue Saint-Bernard.

## Communications Diverses

**Groupe espérantiste ouvrier.** — Lundi 7 juillet, à 20 h. 30, Bourse du Travail (annexe), 20, rue du Bouloi.

Parolade de k-dô Silan pri propagando.

**LE SECRETAIRE.**  
**Encyclopédie Anarchiste.** — Les Amis de l'E. A. se réunissent le mardi 8 mai, à 21 heures, salle du restaurant Coopération «La Solidarité», 15, rue de Meaux.

**Toulouse.** — Coopérative Ouvrière d'Alimentation «L'Avenir», 43 bis, rue Saint-Charles. — Tous les camarades actionnaires de la Coopérative sont invités à assister à l'assemblée générale le samedi 12 juillet, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Ordre du jour: dernières décisions à prendre en vue de l'ouverture de la Coopérative; discussion sur les nouveaux statuts.

Pour le Conseil d'administration: A. MIRANDE.

## C. G. T. S. R.

### QUESTIONS A LE PEN ?

Dans le numéro du *Libertaire* du 21 juin, Le Pen déclare dans son article: «N'exagérons rien», que «un groupement syndical indépendant auquel appartiennent des militants syndicalistes exclus de la III<sup>e</sup> C. G. T.»

Nous arrêtons là notre citation et nous demandons à Le Pen de répondre aux questions suivantes:

1<sup>o</sup> Quel est le groupement dont veut parler Le Pen ?

2<sup>o</sup> Quels sont les militants appartenant au dit groupement qui furent exclus de la C. G. T. S. R. ?

Il ne nous faut pas de réponses évasives, mais des preuves formelles. Sous peine de ne pas les fournir, la bonne foi de Le Pen sera jugée.

Le Secrétaire de la C. G. T. S. R.

\*\*\*

**Ire UNION REGIONALE**  
**Syndicat Générale des Travailleurs de l'Ameublement**

Appel à tous les travailleurs syndicalistes-fédéralistes de l'ameublement.

Camarades ébénistes, sculpteurs, menuisiers en siège, vernisseurs, tapissiers, tourneurs sur bois, etc., vous êtes invités à venir donner votre adhésion à notre nouveau syndicat.

Une permanence a lieu au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, salle Vigier, tous les mardis de chaque semaine, de 6 h. à 7 h. du soir, et le dimanche matin, de 10 h. à midi.

Un camarade sera à votre disposition pour tous les renseignements.

Pour le Bureau: Ernest HERMANN.

Le Gérant: Marcel MONTAGUT.

Travail exécuté par des ouvriers unitaires et confédérés.

IMPRIMERIE CENTRALE DU CROISSANT  
19, rue du Croissant, Paris (2<sup>e</sup>)

## LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES

72, Rue des Prairies - Paris (20<sup>e</sup> Arrond)

Chèque postal: J. GIRARDIN-PARIS 1191-98

LA LIBRAIRIE DES ÉDITIONS SOCIALES n'est pas une entreprise commerciale, c'est une Œuvre Sociale, Collective, dont tous les bénéfices sont employés à soutenir d'autres œuvres de propagande.

Tous nos amis et les sympathisants à nos idées doivent, par conséquent, y faire leurs achats.

Toute commande est servie dans la huitaine.

Nos nouvelles conditions de vente sont les suivantes:

1<sup>o</sup> Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement.

2<sup>o</sup> Les frais de port sont calculés à raison de 10 % pour la France et 20 % pour l'étranger.

3<sup>o</sup> Aux bibliothèques, Syndicats, Groupes

ou autres organisations il est fait une remise de 20 %.

4<sup>o</sup> La correspondance et les fonds doivent être adressés à Jean Girardin, Librairie des Éditions Sociales, 72, rue des Prairies. Chèque postal: Girardin 1191-98 Paris.

Nota: Nous recommandons à nos correspondants de toujours indiquer clairement le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur et, si possible, le nom de l'éditeur.

Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'un timbre pour la réponse. Il ne sera pas donné suite aux commandes non couvertes de leur montant.

Indiquer sur le talon du chèque postal la destination de l'argent: Librairie, Libertaire, Solidarité, Union, etc.

**Wilde Oscar.** — La Maison de Grenades 12  
Le Portrait de Monsieur W. H..... 12  
Intentions..... 12  
Le Portrait de Donatien Gray.  
Le Crime de Lord Arthur Savile.

**ŒUVRES D'EMILE ZOLA**  
à 12 francs le volume  
La Fortune des Rougon..... 1 vol.  
La Cure..... 1 vol.  
Le Ventre de Paris..... 2 vol.  
La Conquête de Plassans..... 1 vol.  
La Faute de l'Abbé Mouret..... 1 vol.  
Son Excellence Eugène Rougon..... 2 vol.  
L'Assommoir..... 2 vol.  
Une Page d'Amour..... 1 vol.  
Nana..... 2 vol.  
Pot-Bouille..... 2 vol.  
Au Bonheur des Dames..... 2 vol.  
La Joie de Vivre..... 2 vol.  
Germinal..... 2 vol.  
L'Œuvre..... 2 vol.  
La Terre..... 2 vol.  
Le Réve..... 1 vol.  
La Bête Humaine..... 1 vol.  
L'Argent..... 2 vol.  
La Débâcle..... 2 vol.

Le Docteur Pascal..... 1 vol.  
Les Personnages des Rougon Macquart 1 vol.  
**Les trois villes:**  
Lourdes..... 2 vol.  
Rome..... 2 vol.  
Paris..... 2 vol.

**Les quatre Évangiles:**  
Fécondité..... 2 vol.  
Travail..... 2 vol.  
Vérité..... 2 vol.  
Correspondance..... 2 vol.  
Le Capitaine Burle..... 1 vol.  
Les Mystères de Marseille..... 2 vol.  
Le Vœu d'une Morte..... 1 vol.  
Thérèse Raquin..... 1 vol.  
Madeleine Ferat..... 1 vol.  
La Confession de Claude..... 1 vol.  
Contes à Ninon..... 1 vol.  
Nouveaux Contes à Ninon..... 1 vol.  
Théâtre..... 1 vol.  
Mes Haines..... 1 vol.  
Le Roman expérimental..... 1 vol.  
Le Naturalisme au Théâtre..... 1 vol.  
Nos Auteurs dramatiques..... 1 vol.  
Les Romanciers naturalistes..... 1 vol.  
Documents littéraires..... 1 vol.